



De l'indignation à l'action concrète

Il ne s'agit pas de promettre le grand soir, mais de promouvoir une économie maîtrisée par les citoyens

S'il y a un domaine qui devrait aujourd'hui susciter l'indignation, c'est bien la puissance démesurée d'une oligarchie financière qui est à la source des crises que nous traversons. Pourquoi, alors que la richesse a crû beaucoup plus rapidement que la population en France, y a-t-il 5 millions de personnes sans emploi ?

Pourquoi l'échelle des salaires dans l'entreprise peut-elle désormais atteindre des sommets insupportables, de 1 à 1 000, et au-delà, alors que de grands capitalistes comme Henry Ford ou JP Morgan, jugeaient, il y a moins d'un siècle, que 1 à 20 était le maximum acceptable ?

Pourquoi, alors que nous avons consenti 4500 milliards d'euros d'aides aux banques européennes depuis la crise de 2008, ne sait-on encore rien ou si peu de l'utilité sociale et environnementale de notre argent, de notre épargne ?

Pourquoi des milliards d'euros de subventions publiques sont accordés aux entreprises sans réel-

les contreparties sociales ou environnementales, ni évaluation sérieuse de leur efficacité, alors que le moindre euro octroyé aux associations est soumis à un contrôle de plus en plus strict et coercitif ?

Nous pourrions malheureusement multiplier les exemples à l'infini. Nous voyons au cœur de ces déséquilibres profonds un déficit fondamental de démocratie économique. Le citoyen est réduit à subir l'économie, en tant que consommateur, travailleur, épargnant ou contribuable. Une abstention économique subie qui conduit à la résignation, au repli sur soi, et nourrit, au final, la montée des extrêmes. Tout cela n'est pas acceptable et doit nous indigner !

Mais il n'y a pas de fatalité. Sur tous ces sujets, l'économie sociale et solidaire (ESS) propose des réponses concrètes. Loin des G20 mais proches des gens, des centaines de milliers d'hommes et de femmes, salariés, bénévoles, entrepreneurs de l'économie sociale et

solidaire démontrent au quotidien, en France comme ailleurs dans le monde, qu'il est possible de vivre autrement son rapport à l'économie et à l'entreprise, de manière plus solidaire, plus démocratique.

Des banques éthiques comme le Crédit coopératif et la Nef démontrent la possibilité d'un argent utili-

Des alternatives existent et peuvent se développer à grande échelle

le et investissent pour soutenir l'économie de long terme et appuyer le développement d'entreprises d'utilité sociale et environnementale.

Des entreprises d'insertion comme Envie prouvent que personne n'est inemployable et créent de l'emploi pour des dizaines de milliers de personnes exclues du marché du travail. Les associations pour le maintien d'une agriculture pay-

sanne (AMAP) et le réseau Cocagne inventent une nouvelle relation, directe et équitable, entre des dizaines de milliers de consommateurs et producteurs, et assurent une juste répartition de la valeur ajoutée sur l'ensemble de la filière.

Des associations comme France active mobilisent des centaines de millions d'euros en faveur de ces initiatives et prouvent que la finance peut être utile et solidaire. Mais cette économie sociale et solidaire ne propose pas une alternative clé en main, qui sonnerait la fin du capitalisme.

Ses réponses, partielles mais réelles, perfectibles mais concrètes, constituent néanmoins une véritable réponse aux enjeux sociaux actuels. Elles redonnent espoir sans promettre le grand soir, en ouvrant le champ des possibles. Elles montrent que des alternatives existent et peuvent se développer à grande échelle, à condition de les faire connaître et de les soutenir.

En 2011, en France, plusieurs ren-

dez vous permettront aux citoyens de venir à la rencontre de cette nouvelle économie au service de l'humain. En dehors de la quatrième édition du forum Convergences 2015 à Paris, les 3, 4 et 5 mai, le deuxième Parlement des entrepreneurs d'avenir, les 12 et 13 mai à Nantes, cherchera à faire émerger des idées et pratiques nouvelles en matière de responsabilité sociétale des entreprises.

Du 16 au 23 juin, Ashoka conviera, à Paris, son réseau international de 3 000 entrepreneurs sociaux. Enfin, du 17 au 19 juin, les états généraux de l'ESS rassembleront tous les acteurs français autour d'un événement festif et citoyen à Paris. Festif car l'espoir est joyeux et convivial. Citoyen, car il nous permettra d'affirmer avec force notre message : nous, citoyens, voulons et pouvons reprendre la main sur l'économie. ■

Claude Alphandéry

Président du labo de l'ESS et président d'honneur de France active